

Violence sexuelles en milieu universitaire

Synthèse des résultats de l'enquête ESSIMU au Québec

MANON BERGERON ET AL.

This study, "Enquête Sexualité, Sécurité et Interactions en Milieu Universitaire," conducted in 2016 with 9,284 respondents from six francophone Quebec universities, provided a portrait of sexual violence taking place in a university context. This article presents a summary of the results extracted from the research report (Bergeron et al., 2016).

Plusieurs événements impliquant des violences sexuelles en milieu universitaire (VSMU) ont marqué l'actualité récente au Québec, au Canada et dans différents pays. Pourtant, la violence sexuelle en milieu universitaire n'est pas récente. Au Canada, informées par le « rape crisis movement », des équipes de recherche pionnières ont révélé des taux élevés de violence affectant les étudiantes (DeKeseredy & Kelly, 1993). Au Québec, le mouvement étudiant et féministe dénonce depuis plus de 25 ans cette problématique, tel qu'en témoignent des documents d'archives et articles de presse (Colpron & Héту, 1993). Cependant, il semble que la succession d'événements de violence sexuelle en milieu universitaire survenus au cours des dernières années ait sensibilisé de manière aigüe les institutions d'ensei-

gnement supérieur au Canada quant à l'importance du problème.

Constatant l'absence de données québécoises récentes et publiées, une équipe de recherche indépendante a mené une enquête en 2016, en collaboration avec le Service aux collectivités de l'UQAM et le Regroupement québécois des CALACS. Cette recherche, intitulée « Enquête Sexualité, Sécurité et Interactions en Milieu Universitaire (ESSIMU) : Ce qu'en disent étudiant.es, enseignant.es et employé.es », a permis d'établir un portrait des violences sexuelles se déroulant en contexte universitaire au Québec (Bergeron et al., 2016). ESSIMU se distingue par trois principales caractéristiques. D'abord, l'étude constitue une première initiative panquébécoise pour documenter les VSMU. Ensuite, elle s'intéresse non pas exclusivement à la population étudiante, mais à l'ensemble de la communauté universitaire, incluant les enseignant.es, les cadres et les employé.es de tous les groupes professionnels. Enfin, l'expression « milieu universitaire » inclut les gestes de violence sexuelle commis par une autre personne affiliée à la même université, peu

importe que ces événements soient survenus à l'intérieur ou à l'extérieur des campus.

Cette enquête s'inscrit comme une recherche-action féministe. Nous endossons une définition inclusive de la violence sexuelle comprenant un continuum de manifestations, allant du harcèlement sexuel jusqu'à l'agression sexuelle. Cette définition s'inscrit dans un paradigme qui permet de concevoir les violences sexuelles dans leur dynamique genrée, systémique et de continuum, comme le proposent de nombreuses chercheuses et militantes féministes, depuis les travaux pionniers de Kelly (1987) et de Hanmer (1977). Cette définition inclusive concorde également avec les recommandations portant sur la surveillance de la violence sexuelle des *Centers for Disease Control and Prevention*, aux États-Unis (Basile, Smith, Breiding, Black, & Mahendra, 2014).

Méthodologie

L'enquête ESSIMU fut menée dans six universités francophones au Québec. La communauté de ces six sites était invitée à répondre à un

questionnaire en ligne portant sur les situations de violence sexuelle en milieu universitaire. Le seul critère d'inclusion pour participer à l'enquête était de travailler ou d'étudier dans l'une des six universités au moment de la collecte des données (janvier à mai 2016). Cette recherche a obtenu l'approbation des comités institutionnels d'éthique de la recherche avec des êtres humains des universités impliquées. Nous précisons certains éléments méthodologiques dans les prochaines lignes, mais il est recommandé de consulter le rapport ESSIMU complet pour des précisions supplémentaires (www.essimu.quebec).

Pour établir la fréquence des événements de VSMU, nous avons utilisé un instrument validé comptant 21 items et distinguant 3 formes de violence sexuelle : 1) le harcèlement sexuel, 2) les comportements sexuels non désirés, incluant la tentation d'agression sexuelle et l'agression sexuelle, et 3) la coercition sexuelle définie comme toute forme de chantage en retour de considérations futures liées au parcours académique ou professionnel (Fitzgerald, Magley, Drasgow, & Waldo, 1999). Pour chaque item, la personne indiquait si une personne affiliée à la même université avait commis ce geste envers elle, depuis son arrivée à l'université et depuis les 12 derniers mois.

Le questionnaire comportait plusieurs autres sections, notamment les répercussions associées aux événements de VSMU, les enjeux liés au dévoilement ou à la dénonciation, le fait d'avoir été témoin ou d'avoir reçu une confiance de la part d'une personne victime et le type d'aide souhaité dans l'éventualité de subir une VSMU. Par ailleurs, une section du questionnaire comprenait une question ouverte ayant permis de recueillir 2 057 récits d'événements de VSMU. La consigne était la suivante : « Cette section vous permet de témoigner de cet événement avec une plus grande

précision.... Pouvez-vous décrire une des situations vécues en contexte universitaire dont vous avez fait l'objet (une situation survenue une seule fois ou une situation qui s'est répétée dans le temps)? ».

Profil sociodémographique de l'échantillon

Le Tableau 1 présente le profil sociodémographique de l'échantillon de 9 284 répondantes et répondants, composé de 70,6% d'étudiant.es et de

29,4% personnes employées.

Principaux constats de l'enquête ESSIMU et quelques éléments de réflexion

Dans cet article, il n'est pas possible d'exposer les résultats pour toutes les variables considérées dans l'enquête ESSIMU. Dans cette section, nous reprenons les résultats majeurs extraits du rapport de recherche complet de l'enquête auxquels sont ajoutées certaines réflexions.

Tableau 1
Fréquences des caractéristiques sociodémographiques

| | Total (n=) | % |
|--|------------|------|
| Statut universitaire actuel | 9 284 | |
| Étudiant 1 ^{er} cycle | 4 266 | 46,0 |
| Étudiant 2 ^e ou 3 ^e cycle | 2 288 | 24,6 |
| Enseignant (professeur, maître de langue, chargé de cours) | 1 220 | 13,1 |
| Cadre | 139 | 1,5 |
| Employé — Groupe métier et services | 1 371 | 14,8 |
| Statut étudiant | 6 498 | |
| Régulier | 5 734 | 88,2 |
| International | 764 | 11,8 |
| Âge | 9 118 | |
| 18 à 25 ans | 4 267 | 46,8 |
| 26 à 35 ans | 2 213 | 24,3 |
| 36 à 45 ans | 1 195 | 13,1 |
| 46 à 55 ans | 861 | 9,4 |
| 56 ans et plus | 582 | 6,4 |
| Genre | 9 278 | |
| Femme | 6 611 | 71,3 |
| Homme | 2 536 | 27,3 |
| Minorités de genre ¹ | 131 | 1,4 |
| Orientation sexuelle | 9 237 | |
| Hétérosexuelle | 7 999 | 86,6 |
| Minorités sexuelles ² | 1 129 | 12,2 |
| Incertaine/ en questionnement | 109 | 1,2 |
| Handicap / problème de santé | 817 | 8,9 |
| Minorités visibles ³ | 561 | 6,1 |
| Communauté autochtone | 275 | 3,0 |

La violence sexuelle bien présente dans les institutions universitaires québécoises

Dans l'échantillon de 9 284 participants, 36,9% ($n = 3 430$) indiquent avoir subi au moins un événement de VSMU commis par une autre personne affiliée à l'université depuis leur arrivée à l'université. Si l'on considère

des relations sexuelles avec elles alors qu'elles ne voulaient pas, et 1,6% signalent qu'une personne affiliée à l'université a eu des relations sexuelles avec elles alors qu'elles ne le voulaient pas. La coercition sexuelle, qui constitue la troisième forme de VSMU, est rapportée par 3,1% des participants (« Vous a laissé entrevoir que vous seriez récompensé.e pour un échange

(40,6%) que les hommes (26,4%) ; par ailleurs, les personnes de minorités de genre sont plus nombreuses (55,7%) à rapporter au moins un geste de VSMU que les hommes et que les femmes. Une association significative a également été observée entre la fréquence de VSMU et l'orientation sexuelle : les personnes de minorités sexuelles ou en questionnement sur

Ces résultats réaffirment clairement que les événements de VSMU ne sont pas des « cas isolés et rares » La violence sexuelle touche une proportion importante d'individus et s'avère susceptible d'affecter de manière significative le climat ainsi que le sentiment de sécurité attendu dans un environnement éducatif ou professionnel.

seulement les douze mois précédents l'étude, 24,7% des participants rapportent avoir vécu au moins une situation de VSMU.

Le harcèlement sexuel demeure la forme de VSMU la plus fréquente, malgré le fait que les deux autres formes soient également bien présentes. Depuis leur arrivée à l'université, 33,5% des participants a vécu des gestes de harcèlement sexuel référant aux énoncés tels que : « Remarques désobligeantes au sujet de votre apparence, de votre corps ou de vos activités sexuelles » ou « Gestes à connotation sexuelle qui vous ont offensé ou embarrassé ». Par ailleurs, 18,3% de l'échantillon rapporte avoir subi des comportements sexuels non désirés avec ou sans contact physique tels que : « Vous a envoyé par Internet ou vous a exposé à du matériel (images, écrits, objets, vidéos) à connotation sexuelle alors que vous ne vouliez pas » ou « A tenté de vous caresser, de vous embrasser ou de se frotter contre vous alors que vous ne le souhaitiez pas ». Cette catégorie inclut la tentative d'agression sexuelle et l'agression sexuelle : 2,9% des personnes rapportent qu'une personne affiliée à l'université a tenté d'avoir

futur de faveurs sexuelles » ou « Vous a fait subir des conséquences négatives parce que vous avez refusé de vous engager dans des activités sexuelles »).

Les événements de VSMU sont répétitifs. Chez les personnes ayant subi des événements de VSMU ($n = 3 430$), 34,9% rapportent avoir vécu deux formes de VSMU depuis leur arrivée à l'université et 6,9% indiquent avoir vécu trois formes de violences sexuelles (harcèlement sexuel et coercition sexuelle et comportements sexuels non désirés). Ces résultats réaffirment clairement que les événements de VSMU ne sont pas des « cas isolés et rares ». La violence sexuelle touche une proportion importante d'individus et s'avère susceptible d'affecter de manière significative le climat ainsi que le sentiment de sécurité attendu dans un environnement éducatif ou professionnel.

Certains groupes sociaux semblent plus ciblés par la violence sexuelle en milieu universitaire. Les données révèlent une association significative entre le genre et la fréquence de VSMU. En effet, les femmes rapportent davantage avoir subi au moins un geste de violence sexuelle par une personne affiliée à l'université

leur orientation sexuelle étaient plus nombreuses (48,9%) à rapporter des événements de VSMU que les personnes d'orientation hétérosexuelle (35,1%). On note aussi une fréquence significativement plus élevée de VSMU chez les personnes déclarant avoir un handicap ou un problème de santé ayant un impact dans leur vie quotidienne (46,1%) que chez les personnes ayant répondu non à cette question (35,6%). Finalement, une plus grande proportion d'étudiants ayant un statut international (41,6%) signale un événement de VSMU comparativement aux étudiants à statut régulier (35,5%). Les résultats ne révèlent pas de différences statistiquement significatives quant aux fréquences de VSMU pour les personnes faisant partie d'une communauté autochtone (40,4% vs 36,8% pour les personnes non autochtones) et celles appartenant à une minorité visible (36,5% vs 37% pour les personnes ne s'identifiant pas à une minorité visible).

Des répercussions dans plusieurs sphères de la vie

Près de une personne victime sur deux

(47,3%) rapporte des conséquences préjudiciables affectant une ou plusieurs sphères de sa vie, telles que la réussite scolaire ou professionnelle, la vie personnelle ou sociale, la santé physique et la santé mentale. Pour près de 1 personne victime sur 10 (9,2%), les conséquences s'apparentent à l'état de stress post-traumatique (ex. : faire des efforts pour éviter des situations rappelant l'événement ou être constamment sur ses gardes). En plus de ces symptômes, d'autres conséquences sont possibles et elles sont susceptibles d'altérer significativement le fonctionnement des personnes ayant vécu au moins un événement de VSMU. Par exemple, 22,9% des personnes victimes ont déclaré avoir modifié leurs habitudes ou leur utilisation des réseaux sociaux et 15,3% ont éprouvé des difficultés dans leur vie affective, sexuelle ou intime. Certaines conséquences sont plus spécifiques au milieu académique. Ainsi, 16,9% ont rencontré des difficultés dans la poursuite de leurs activités à l'université (études, sport ou travail) et un peu plus de 10% ont changé de parcours scolaire, sportif ou professionnel ou ont eu l'intention de le faire. Nul besoin de rappeler que ces conséquences ne connaissent pas de frontières physiques et que ces répercussions se vivent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des murs de l'université.

Un silence affectant plusieurs personnes touchées

Les personnes ayant subi une situation de VSMU ont été invitées à préciser si elles avaient ou non dévoilé la situation. Ceci fait référence au fait d'avoir parlé ou non des événements, sans impliquer nécessairement une dénonciation ou un signalement plus officiel. Près du tiers des répondantes (35,9%) n'ont jamais dévoilé à quiconque les gestes subis et n'ont donc accès ni à des services d'aide ni

à du soutien financier ou juridique. Pour les personnes s'étant confiées à quelqu'un (64,1%), elles choisissent en grande majorité une personne de leur entourage personnel (89,3%) tandis que le tiers (33,9%) ont dévoilé la situation à une personne affiliée à l'université, que ce soit pour signaler les événements ou seulement pour se confier. Les données révèlent que les personnes victimes dévoilent peu aux ressources extérieures à l'université (6,2%) et très rarement aux services de police (1,8%). Ces résultats appuient l'importance de sensibiliser adéquatement la communauté universitaire afin que l'ensemble de ses membres réagissent de manière adéquate lors d'un dévoilement ou d'une plainte officielle.

Chez les personnes ayant subi un événement de VSMU, seulement 9,6% ont dénoncé ou signalé la situation aux instances de leur université. Par contraste au paragraphe précédent, ce résultat fait référence à une démarche plus officielle de divulgation auprès des instances/ressources de l'université d'appartenance, incluant la plainte mais sans s'y limiter. Les victimes n'ayant pas dénoncé les événements à l'université (90,4%) répondaient à une question complémentaire visant à indiquer les raisons de ce non-signalement. Sur une liste de 15 raisons avec possibilité de plusieurs réponses, la raison la plus souvent invoquée pour ne pas dénoncer fait référence au fait que les personnes victimes jugent que la situation n'était pas assez grave pour signaler (78,6%). Ce résultat suscite un certain questionnement, celui de l'impact de la banalisation sociale de certaines formes de violence sexuelle sur la difficulté pour les personnes victimes d'identifier le caractère inacceptable des gestes subis de VSMU. Les autres raisons les plus fréquentes sont : le souhait de mettre l'incident derrière soi pour ne plus y penser (29,6%), la crainte de des

personnes de l'université ne prennent pas la situation au sérieux (20,2%), la crainte de ne pas avoir suffisamment de preuves pour que l'université puisse intervenir (19,5%), et ne pas savoir à qui s'adresser à l'université (16,2%). Ces derniers motifs éclairent quant à l'effritement de la confiance des personnes victimes envers leur université et dévoilent des lacunes actuelles dans les établissements au Québec (notamment sur l'information claire à propos des conditions et des modalités de signalement à l'institution).

Contributions de l'étude

Notre souci constant a été de mettre en place plusieurs éléments afin d'optimiser la participation d'un grand nombre de personnes à l'enquête et la validité des données. Au premier chef, il importe de souligner que grâce à l'implication d'une douzaine de chercheuses, cette recherche interuniversitaire a permis de sonder plus de 9,000 personnes travaillant ou étudiant dans l'une des six institutions à l'étude.

Malgré des limites méthodologiques,⁴ la masse de données collectées permet d'atteindre notre objectif de documenter le problème des violences sexuelles qui s'y produisent. Cette recherche contribue de manière importante et novatrice à une meilleure compréhension de la problématique sociale et institutionnelle qu'est la violence sexuelle en milieu universitaire au Québec, en même temps qu'elle enrichit les données canadiennes et états-uniennes. En effet, l'enquête ESSIMU constitue une première initiative au Québec visant à documenter le phénomène non pas exclusivement pour la population étudiante, mais pour toute la communauté universitaire, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des murs de l'université. De plus, la considération des enjeux liés à la dénonciation et au dévoilement à une personne confidente offre un

portrait plus complet des obstacles que les personnes victimes peuvent rencontrer.

Les résultats confirment assurément que les VSMU affectent une forte proportion de personnes à l'université comme personnes victimes, confidentes ou témoins. Des groupes subissent davantage ces violences sexuelles: les femmes, les personnes issues des minorités sexuelles et de genre et les personnes déclarant avoir un handicap ou un problème de santé. Ces groupes sont déjà reconnus comme plus susceptibles de subir des agressions à caractère sexuel au-delà du milieu universitaire, depuis l'enfance et l'adolescence (Hébert et al., 2016; Mitchell, Ybarra et Korchmaros, 2014). Cette réalité interpelle une analyse féministe des violences sexuelles prenant en considération l'intersection des inégalités liées au genre et des autres divisions sociales, et nécessite des réponses adaptées aux besoins des différents groupes (Rinfret-Raynor, Lesieux, Cousineau, Gauthier, & Harper, 2014).

Recommandations pour une prévention de la violence sexuelle

Nous proposons 15 recommandations qui s'articulent autour de 6 axes: 1) la politique et le plan d'action; 2) l'environnement physique; 3) la sensibilisation; 4) l'éducation et la formation; 5) l'intervention et 6) la recherche. Ces recommandations, présentées dans le Tableau, sollicitent la mobilisation des instances gouvernementales, institutionnelles, communautaires et interpellent toute la communauté universitaire. Ces recommandations sont issues des résultats de l'enquête ESSIMU, mais nous formulons aussi des recommandations plus globales sur la base des plus récentes synthèses sur la problématique et des récents travaux consultés.⁵

En plus de ces recommandations,

Tableau 2

Synthèse des 15 recommandations proposées par l'équipe ESSIMU (Bergeron et al., 2016, p. 66)

| | |
|--|---|
| <p>AXE 1 : POLITIQUE ET PLAN D'ACTION</p> | <p>Leadership fédéral pour garantir l'intensification requise des efforts collectifs en matière de prévention de la violence sexuelle Loi-cadre et plan d'action du gouvernement du Québec visant à obliger les établissements d'enseignement postsecondaire à lutter contre la violence sexuelle Politique institutionnelle spécifique pour lutter contre les VSMU qui s'adresse à l'ensemble de la communauté Comité responsable de l'application, de l'implantation et de l'évaluation de la politique institutionnelle Énoncé explicite des valeurs de respect et d'égalité dans le plan stratégique institutionnel Système de surveillance institutionnel pour colliger les statistiques annuelles sur le nombre de plaintes de violence sexuelle déposées</p> |
| <p>AXE 2 : ENVIRONNEMENT</p> | <p>Environnement physique sécuritaire pour la communauté universitaire</p> |
| <p>AXE 3 : SENSIBILISATION</p> | <p>Campagnes de sensibilisation en matière de violence sexuelle permanentes et adaptées aux différents groupes de la communauté universitaire Lieu unique et spécifique de renseignements complets et pertinents sur les VSMU</p> |
| <p>AXE 4 : ÉDUCATION ET FORMATION</p> | <p>Interventions éducatives à l'ensemble de la communauté universitaire portant explicitement sur la violence sexuelle Programme visant les témoins potentiels des situations de VSMU Programmes de formation destinés à l'ensemble des intervenant.es susceptibles d'intervenir dans une situation de VSMU</p> |
| <p>AXE 5 : INTERVENTION</p> | <p>Création d'une ressource spécialisée en matière de violence sexuelle, accessible à l'ensemble de la communauté universitaire Responsabilisation des individus qui commettent des gestes de VSMU</p> |
| <p>AXE 6 : RECHERCHE</p> | <p>Financement de projets de recherche dans le domaine des violences sexuelles en milieu universitaire</p> |

l'équipe ESSIMU estime incontournable de nommer certains principes que toutes les actions et politiques ayant pour objectif de contrer la violence sexuelle en milieu universitaire devraient respecter. Ces principes sont les suivants.

- Reconnaître toute situation de violence sexuelle comme étant une VSMU lorsqu'elle implique des personnes affiliées à l'université, peu importe leur statut d'employé ou d'étudiant, peu importe si les gestes ont été commis à l'intérieur ou à l'extérieur du campus universitaire.

- Favoriser le sentiment de justice chez les personnes victimes, notamment par l'adoption d'une approche centrée sur leurs besoins et leurs réalités.

- Considérer la violence sexuelle comme une question de pouvoir et de contrôle et agir dans une perspective de « tolérance zéro ». Cette prise de position par l'institution implique de (re)situer la violence sexuelle comme la manifestation des rapports sociaux de genre.

- Privilégier des approches féministes prenant en compte les intersections des inégalités de genre et des autres rapports de pouvoir à l'œuvre dans la problématique des VSMU, notamment ceux liés aux positions sociales hiérarchiques au sein de la sphère universitaire, aux identités de genre, à la diversité sexuelle et au fait de vivre avec un handicap.

- Adopter une approche inclusive et des actions adaptées aux diversités. Ce principe implique également l'utilisation d'un langage inclusif des identités et des expressions de genre.

- Proscrire les stratégies se limitant à inviter les « victimes potentielles » à mieux affirmer leur non-consentement. Ces stratégies risquent de nuire, dans l'éventualité où ces personnes subissent par la suite une VSMU, en alimentant la peur, la honte et la culpabilité de ces groupes et leur communiquer le sentiment d'avoir

« échoué » à se protéger (Bedera & Nordmeyer, 2015).

- Favoriser un travail de concertation pour la mise en place des actions en milieu universitaire, notamment par l'implication des étudiant.es et des militantes féministes, des employé.es et des groupes communautaires.

Conclusion

L'enquête ESSIMU s'inscrit comme une réponse au problème social et institutionnel que traduit l'absence de données sur la présence des multiples formes de violence sexuelle en milieu universitaire au Québec. Dès le début de la mise en chantier de cette recherche-action, il était impératif que le rapport de recherche soit un outil de mobilisation et de réflexion. Et maintenant, il est grand temps de passer à l'action pour des actions concertées, durables et efficaces. Nos objectifs seront atteints dans la mesure où nos résultats déboucheront sur la mise en place de services adéquats et de pratiques efficaces pour prévenir ces violences, pour sensibiliser et soutenir les personnes qui les subissent, ainsi que pour mobiliser l'ensemble des communautés universitaires du Québec, voire du Canada.

Depuis le dévoilement du rapport de recherche en janvier 2017, les résultats sont mobilisés par plusieurs groupes québécois dont les groupes étudiants et militants, les gouvernements, les groupes syndicaux, les institutions d'enseignement supérieur et les médias. Des actions politiques sont nécessaires pour assurer un changement social durable à long terme. Au Québec, l'adoption récente de la « Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur » représente assurément une étape importante (Gouvernement du Québec, 2017). Cette loi prévoit la mise en œuvre de moyens de prévention, de sensibilisation,

d'accompagnement et de soutien aux personnes; ses dispositions concordent de manière évidente avec les recommandations du rapport ESSIMU et celles formulées par les groupes étudiants et militants. C'est avec un certain niveau de confiance et une bonne dose de vigilance que l'équipe ESSIMU constate l'actuelle mobilisation sociale, politique et institutionnelle entourant la problématique sociale des violences sexuelles en milieu d'enseignement supérieur.

Cette recherche a été rendue possible grâce au soutien financier du Réseau québécois en études féministes (RéQEF), du Programme d'aide financière à la recherche et à la création de l'UQAM (volet Service aux collectivités) et de Condition féminine Canada.

Manon Bergeron, chercheure principale: Ses intérêts de recherche concernent surtout les violences sexuelles envers les femmes et les adolescent.es, tout particulièrement le développement et l'évaluation des programmes de prévention et les formations destinées aux intervenant.es de différents secteurs. Elle dirige actuellement un projet important ayant un rayonnement provincial: le Chantier-RéQEF portant sur les violences sexuelles en milieu universitaire d'où origine l'enquête ESSIMU menée dans six universités québécoises.

Martine Hébert, PhD, est titulaire de la Chaire du Canada sur les traumas interpersonnels et la résilience et co-titulaire de la Chaire interuniversitaire Marie-Vincent sur les agressions sexuelles envers les enfants. Elle est professeure titulaire au département de sexologie de l'UQAM. Ses projets de recherche examinent les facteurs personnels et familiaux liés à l'adaptation chez les jeunes victimes de violence sexuelle. Les recherches en cours tentent aussi d'identifier les facteurs liés aux trajectoires de résilience chez les jeunes victimes de violence interpersonnelle et les effets de

différents programmes de prévention et d'intervention

Sandrine Ricci est sociologue et chargée de cours à l'Université du Québec à Montréal. Co-chercheuse dans l'équipe ESSIMU qui travaille sur les violences sexuelles en milieu universitaire, son projet doctoral porte sur la culture du viol. Elle a par ailleurs publié le livre Avant de tuer les femmes, vous devez les violer ! Rapports de sexe et génocide des Tutsi en 2014, et, en 2012, une étude intitulée La traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle: entre déni et invisibilité.

Marie-France Goyer est étudiante au doctorat en sexologie et chargée de cours au département de sexologie de l'Université du Québec à Montréal. Son projet doctoral porte sur les trajectoires relationnelles des personnes en relation polyamoureuse.

Nathalie Duhamel est détentrice d'un baccalauréat en sciences juridiques et d'une maîtrise de l'École nationale d'administration publique. Depuis plus de vingt ans, elle a travaillé dans le mouvement des femmes notamment pour les femmes en justice pénale pendant douze ans, les femmes itinérantes pendant six ans et les femmes victimes d'agressions sexuelles pendant trois ans.

Lyne Kurtzman, M.A. psychosociologue, Communications, Université du Québec à Montréal (UQAM). Agente de développement, Service aux collectivités, UQAM, responsable du secteur Femmes et rapports de sexes. Auteure de: La traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle: entre le déni et l'invisibilité (2012), Cahiers de l'IREF, coll. Agora, no 4; et Retour sur un attentat antiféministe. École Polytechnique 6 décembre 1989 (2010), Éditions du remue-ménage, Montréal.

Catherine Rousseau est étudiante à la maîtrise en sexologie à l'Université du

Québec à Montréal et coordonnatrice de ESSIMU. Son projet de mémoire porte sur la problématique des violences sexuelles en milieu universitaire. Elle s'intéresse particulièrement à la reconnaissance, ou non, des gestes de violence sexuelle et à leur qualification dans le discours des survivantes. Elle est également membre-étudiante de l'Institut de recherche et d'études féministes (IREF) de l'UQAM et du Réseau québécois en études féministes.

Isabelle Auclair est professeure au Département de management de l'Université Laval et chercheuse associée à la Chaire de leadership en enseignement—Femmes et organisations et à la Chaire Claire-Bonenfant—Femmes, Savoirs et Sociétés, de l'Université Laval. Ses recherches portent notamment sur le continuum des violences de genre, les mouvements migratoires, l'analyse genrée et intersectionnelle dans les domaines liés au développement international et à l'action humanitaire de même qu'à la diversité et à l'équité dans les organisations.

Laurence Clennett-Sirois est détentrice d'un doctorat en Gender Studies de l'University of Sussex (Royaume-Uni) et enseigne des cours de méthodologie de la recherche et d'introduction aux études féministes à l'Université d'Ottawa et à l'Université du Québec en Outaouais. Ses travaux portent sur les discours et identités de genre, les médias sociaux et les violences faites aux femmes, particulièrement les violences sexuelles et violences faites aux jeunes femmes.

Isabelle Daigneault est psychologue clinicienne à la clinique universitaire de psychologie de l'Université de Montréal où elle supervise des stages cliniques d'intervention auprès des enfants et d'adolescents et un stage d'initiation à la relation thérapeutique. Depuis les 20 dernières années, ses travaux de recherche ont porté sur l'agression sexuelle d'enfants et d'adolescents. Ses

projets portent également sur l'efficacité des traitements offerts aux victimes et des programmes de prévention de l'agression sexuelle.

Après avoir fait de l'intervention auprès de femmes victimes de diverses formes de violence pendant une dizaine d'années, Dominique Damant a enseigné l'intervention et fait de la recherche dans le domaine des violences faites aux femmes de 1996 à 2017. Elle a codirigé puis dirigé le Centre de recherche sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRIVIFF) pendant une dizaine d'années.

Stéphanie Demers est professeure en fondements de l'éducation au Département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec en Outaouais. Ses intérêts et travaux de recherche sont ancrés dans les théories sociales culturalistes et la pédagogie critique et portent sur l'agentivité (le pouvoir d'action) des personnes dans les cultures et pratiques éducatives, particulièrement en ce qui concerne le développement la prise en compte des injustices face aux savoirs et au contexte de leur production, à l'égard des femmes et en situation de minorisation, notamment.

Jacinthe Dion, PhD, est psychologue et professeure-chercheure au Département des sciences de la santé à l'Université du Québec à Chicoutimi. Elle est co-titulaire de la chaire de recherche sur les conditions de vie, la santé, l'adaptation et les aspirations des jeunes (visaj.ca), membre-chercheure au Centre de recherche interdisciplinaire sur les problèmes conjugaux et les agressions sexuelles (CRIPCAS) et dans l'Équipe sur la violence et la santé sexuelle (ÉVISSA). Elle est cochercheure dans l'équipe ESSIMU.

Francine Lavoie, PhD, professeure retraitée de l'École de psychologie de l'Université Laval et membre du CRIPCAS. Pionnière de la psychologie

communautaire au Québec, elle est la conceptrice du programme de prévention ViRAJ (sur la violence au sein des relations amoureuses des jeunes) offert depuis 1994.

Psychoéducatrice, Geneviève Paquette, PhD, est professeure agrégée au département de psychoéducation de l'Université de Sherbrooke. Elle est chercheuse régulière au sein du Groupe de recherche sur les inadaptations sociales de l'enfance. Ses travaux de recherche portent sur les caractéristiques des agressions sexuelles subies par les enfants et les femmes, sur l'efficacité des services qui leur sont offerts et sur l'influence de la violence subie dans l'enfance sur la santé mentale et l'adaptation à l'âge adulte.

Sylvie Parent, PhD, est professeure agrégée au Département d'éducation physique de l'Université Laval et est également chercheuse régulière au sein du Centre de recherche interdisciplinaire sur les problèmes conjugaux et les agressions sexuelles (CRIPCAS). Elle a également pris part à l'enquête ESSIMU et s'intéresse particulièrement à ce qu'ont vécu les étudiants-atlètes sur le plan de la violence sexuelle en milieu universitaire.

Endnotes

¹Dans le cadre de cette étude, l'expression « minorités de genre » réfère aux participant.es n'ayant pas répondu être un homme ou une femme s'identifiant au genre qui leur a été attribué à la naissance. Sont notamment incluses dans cette expression les personnes trans et les personnes non binaires.

²Dans le cadre de cette étude, l'expression « minorités sexuelles » réfère aux participant.es ayant répondu être homosexuel.le, gai.e, lesbienne, bisexuel.le, bi-spirituel.le, queer, pansexuel.le, allosexuel.le ou asexuel.le, ou qui ont sélectionné l'option de réponse « Autre » à la question de

l'orientation sexuelle.

³Les minorités visibles sont des personnes, autres que les Autochtones, qui ne s'identifient pas ou ne sont pas perçues comme blanches.

⁴La principale limite de cette recherche concerne la représentativité de l'échantillon: cette recherche est basée sur un échantillon de convenance, comme c'est le cas dans plusieurs autres études. Cette étude ne prétend pas offrir des données représentatives de la population étudiée. Pour le détail des limites méthodologiques de l'étude, consulter le rapport complet de l'enquête (Bergeron et al.).

⁵Parmi ces travaux se trouvent les suivants: ANEF et al. (2015); Banyard et al. (2007); Banyard et al. (2004); Bureau de Coopération Universitaire (2016); Karjane et al. (1999); McGill Sexual Assault Policy Working Group (2016); UBC Sexual Assault Panel (2016); Université Concordia (2015); Université d'Ottawa (2015).

Références

Basile, K. C., S. G. Smith, M. J. Breiding, M. C. Black, and R. R. Mahendra. *Sexual Violence Surveillance: Uniform Definitions and Recommended Data Elements, Version 2.0*. 2014. Web.

Bedera, N. and K. Nordmeyer. "Never Go Out Alone": An Analysis of College Rape Prevention Tips. *Sexuality & Culture* 19 (2015): 533-542. Print.

Bergeron, M., M. Hébert, S. Ricci, M. F. Goyer, N. Duhamel, L. Kurtzman ... S. Parent. *Violences sexuelles en milieu universitaire au Québec: Rapport de recherche de l'enquête ESSIMU*. Montréal, Québec, 2016. Web.

Colpron, S. and R. Hétu. « Les agressions sexuelles sur les campus à Montréal. » *La Presse* 1993. Print.

DeKeseredy, W., and K. Kelly. "The Incidence and Prevalence of Woman Abuse in Canadian

University and College Dating Relationships." *Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie*, 18.2 (1993): 137-159. Print.

Fitzgerald, L. F., V. J. Magley, F. Drasgow, and R. Waldo. "Measuring Sexual Harassment in the Military: The Sexual Experiences Questionnaire (SEQ-DoD)." *Military Psychology* 11.3 (1999): 243-263. Print.

Gouvernement du Québec. *Projet de loi no 151: Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur*. Québec, Québec: Assemblée Nationale, 2017. Print.

Hanmer, J. "Violence et contrôle social des femmes." *Nouvelles Questions féministes* 2 (1977): 68-88.

Hébert, M., C. Moreau, M. Blais, F. Lavoie, and M. Guerrier. Child "Sexual Abuse as a Risk Factor for Teen Dating Violence: Findings from a Representative Sample of Quebec Youth." *Journal of Child & Adolescent Trauma* (2016): 1-11. Print.

Kelly, L. "The Continuum of Sexual Violence." *Women, Violence, and Social Control*. Eds. J. Hanmer and M. Maynard. Atlantic Highlands, NJ: Humanities Press International, 1987. 46-60. Print.

Mitchell, K. J., Ybarra, M. L., and Korchmaros, J. D. (2014). Sexual Harassment among Adolescents of Different Sexual Orientations and Gender Identities. *Child Abuse & Neglect*, 38(2), 280-295. doi:10.1016/j.chiabu.2013.09.008

Rinfret-Raynor, M., É. Lesieux, M.-M. Cousineau, S. Gauthier, and E. Harper. *Violence envers les femmes: Réalités complexes et nouveaux enjeux dans un monde en transformation*. Québec, Québec: Presses de l'Université du Québec, 2014. Print.